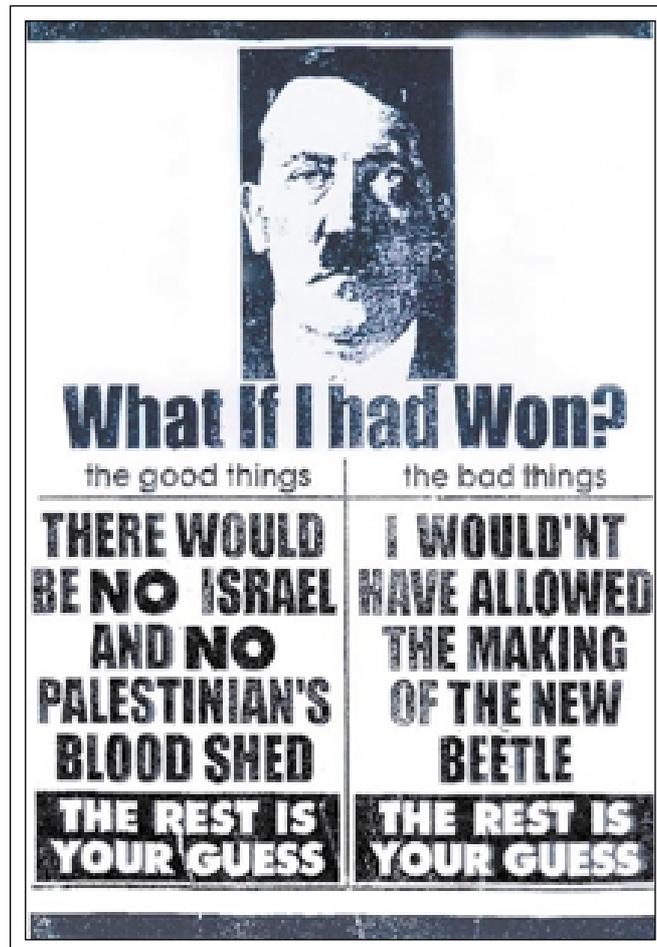


ONG ET TERRORISME ARABE



Par le professeur Gerald M. Steinberg*

La campagne de terreur palestinienne est accompagnée d'une stratégie politique parallèle destinée à qualifier les actions défensives d'Israël de « crimes de guerre », « usage de force abusif » et « violations du droit international ». Dans cette campagne massive visant l'opinion publique, les principaux acteurs sont membres de groupes affirmant œuvrer pour la défense des droits de l'homme ou pour l'aide humanitaire; ils se présentent en général comme

des associations sociales et sont plus connus par le terme ONG (organisations non gouvernementales).

Leurs armes se composent de rapports étalés sur des brochures luxueuses, de conférences de presse et de e-mails diffusés à grande échelle; partout, Israël est diabolisé et la terreur palestinienne simplement ignorée. Cet « arsenal » est acquis grâce à des fonds gouvernementaux européens, grâce à des organismes caritatifs fortunés, dont Christian Aid, la Fondation Ford et parfois même le New Israel Fund.



Le dernier assaut politique date de juin 2006: Israël a été accusé de la mort de huit Palestiniens, tués dans une mystérieuse explosion sur une plage de la Bande de Gaza. La version palestinienne des événements, avec film vidéo truqué à l'appui et maintes contradictions, a été soutenue par des représentants de Human Rights Watch (HRW), venus à Gaza examiner les faits sur place; organisant une grande conférence de presse, ces derniers ont déclaré qu'Israël était responsable de l'incident. Stimulée par la formidable machine de relations publiques du HRW, cette version a été reprise par les médias à travers le monde, sans aucun effort de confirmation par des experts indépendants.

Suivant le schéma habituel, d'autres ONG puissantes se joignent au chœur, Amnesty International (AI) inclus, ainsi que de nombreux groupes palestiniens qui se livrent de façon routinière à la propagande anti-israélienne. Pas un seul de ces organismes, qui se targuent de promouvoir les droits de l'homme, a fait état du barrage de missiles lancés contre Sderot et d'autres villes israéliennes depuis le retrait de Gaza pendant l'été 2005. Selon la logique du double standard pratiqué par les ONG, les attaques terroristes contre Israël ne constituent pas des violations des droits de l'homme tandis que les actes d'autodéfense d'Israël sont automatiquement qualifiés de «crimes de guerre», «violations du droit international», etc.

Le rôle éminent des ONG dans la démonisation d'Israël a connu ses débuts à l'occasion de la Conférence de l'ONU sur le racisme à Durban, en Afrique du Sud. Lors de ce rassemblement tenu début septembre 2001, 1'500 ONG adoptèrent une stratégie destinée à priver Israël de sa légitimité, à qualifier l'État juif de «régime d'apartheid», en imposant un isolement international fondé sur le modèle de l'Afrique du Sud. Ces mesures furent entreprises avec la participation active du HRW et d'Amnesty (qui ont tenté ultérieurement de la dissimuler).

Travaillant en coopération étroite avec les dirigeants palestiniens, avec les gouvernements arabes et islamiques et des sympathisants d'Europe et d'ail-

leurs, les ONG se chargèrent de fournir la plate-forme, les fonds et les slogans politiques pour engager le processus. En 2002, suite aux attaques terroristes de Pâque et à la réaction militaire israélienne, des responsables d'Amnesty International et d'autres ONG, s'empressèrent de réitérer les déclarations palestiniennes faisant état d'un «massacre» à Jénine. Ces dirigeants des ONG, pour la plupart obsédés par Israël, continuent à évoquer les soi-disant «crimes de guerre» israéliens et mènent également une lutte acharnée contre la barrière de sécurité qu'ils qualifient de «mur de l'apartheid». Organismes prétendument voués à la défense universelle des droits de l'homme, ils se consacrent presque exclusivement à la condamnation d'Israël, accordant relativement peu d'attention aux abus commis dans ce domaine en Libye, en Arabie Saoudite, en Syrie, en Iran et au Soudan.

Le réseau international des ONG se montre également fort actif dans le boycott universitaire anti-israélien et dans les campagnes de désinvestissement des églises, en particulier en Grande-Bretagne et en Europe. Les ONG internationales et palestiniennes produisent le langage de ces résolutions et discours. En Grande-Bretagne, par exemple, des membres de Christian Aid tels Lord Gladwin et le révérend Stephen Sizer s'alignent sur les positions d'une ONG connue sous le nom de Sabeel; dirigée par un Palestinien radical (Naïm Ateek), cette ONG se sert d'un langage antisémite flagrant dans ses attaques contre Israël. Pour se revêtir d'une légitimité, Ateek apparaît souvent flanqué de Jeff Halper, un Israélien extrémiste, dont l'ONG, connue sous le nom de Israel Committee Against House Demolition (ICAHN), est financée par l'Union européenne.

En Grande-Bretagne, Christian Aid organise des collectes de fonds à la période de Noël; en 2003 comme en 2004, l'organisme a centré sa campagne sur la propagande anti-israélienne. A l'affiche du programme de 2004, intitulé «L'enfant de Bethléem», on pouvait voir la photo d'un enfant palestinien blessé; dépourvu de toute mention aux opérations terroristes menées contre Israël, le texte se servait sans



vergoigne de thèmes et motifs anti-juifs. De telles campagnes ont évidemment créé un climat favorable pour le boycott universitaire dans les diverses facultés et pour le désinvestissement des églises; difficile de résister face à la rhétorique présentant Israël comme un État raciste, pratiquant l'apartheid et coupable de crimes de guerre. Les deux tactiques forment les éléments-clés du processus de Durban et de la lutte politique destinée à détruire Israël comme État souverain juif.

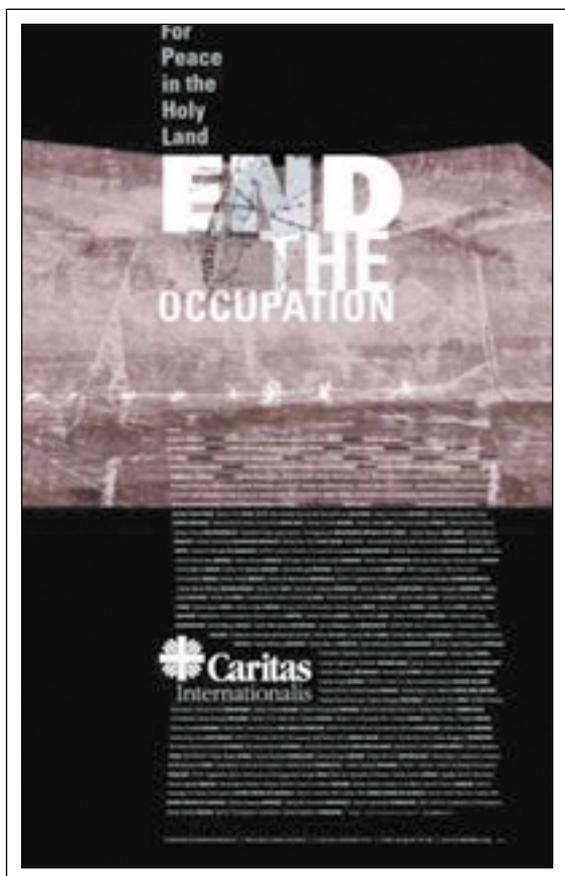
Il existe des douzaines d'ONG anti-israéliennes opérant de façon très militante à travers toute l'Europe, perpétuant le mythe d'une «association civile neutre». En Belgique, la branche locale d'Oxfam, dirigée pendant de longues années par un socialiste radical du nom de Pierre Galand, a trouvé une façon originale de lancer sa campagne pour le boycott des produits israéliens et des Israéliens eux-mêmes: elle diffuse une affiche exploitant l'accusation de meurtre rituel, thème antisémite séculaire. Devenu membre du Sénat belge, Galand se sert de son influence et de sa position pour promouvoir les activités du Comité européen pour la coordination des ONG pour la Palestine (ECCP), siégeant à Bruxelles. Galand prend fréquemment la parole dans les conférences de Nations Unies dirigées contre Israël, sous les auspices du Comité de l'ONU pour les «droits inaliénables du peuple palestinien». Président du Forum

des peuples et figure de proue de l'Association belgo-palestinienne, Galand joue un rôle prépondérant dans de nombreuses autres ONG radicales, belges et européennes.

Toute cette activité radicale et cette campagne de démonisation n'auraient pu se faire sans un apport financier important et il se trouve des gouvernements qui n'hésitent pas à accorder des fonds généreux à ces ONG (en particulier l'Europe et le Canada). De nombreuses ONG palestiniennes réussissent à imposer leur agenda dans le cadre du soutien au développement, aux droits de l'homme (par le biais du EIDHR et du Euro-Mediterranean Human Rights Network (EMHRN) et à la promotion de la paix. Le financement d'organismes tels que MIFTAH (dirigé par la porte-parole de l'OLP Hanan Ashrawi), Hamoked, l'Association arabe pour les droits de l'homme (HRA), B'tselem, PHR-I et bien d'autres encore favorisent l'accès de ces groupes aux médias, aux diplomates (y compris des interventions directes dans des débats à l'ONU) et à d'autres filières de relations publiques. Reliées entre elles par des associations comme le PNGO (le réseau des ONG palestiniennes) et étroitement associées à la direction politique de l'OLP, des centaines d'ONG pro-palestiniennes ont ainsi formé des alliances avec les ONG globales.

Par ailleurs, l'argent procuré par les organismes caritatifs et philanthropiques renforce encore la guerre contre Israël menée par les ONG. Dotée d'un budget annuel d'un demi-milliard de dollars, la fondation Ford des États-Unis a financé le voyage à une série de représentants des ONG, lorsque ces derniers se sont rendus à la conférence de Durban de 2001. À l'issue d'une enquête du Congrès américain concernant cet usage abusif de fonds caritatifs ayant pour seule cause le dénigrement d'Israël, le président de la fondation Ford s'est engagé à mettre un terme à ce financement. Mais il y a des lenteurs dans l'application de ces directives, qui ne se fait pas toujours dans la transparence; sur le terrain, la plupart de ces ONG continuent à recevoir de l'argent. Ford a de surcroît transféré une partie de ces fonds (20 millions de dollars) au New Israel Fund; or cet organisme a lui-même soutenu certaines des ONG anti-israéliennes les plus virulentes, sous le faux couvert de la défense des droits civils en Israël. Le NIF offre des bourses à des universitaires aigris qui incitent au boycott et entretiennent le mythe de l'apartheid; il continue à faciliter les dons à des groupes comme le ICAHD, par le biais de son statut privilégié.

Jusqu'à récemment, ces activités ont été menées dans le secret, sans aucune analyse, et le rôle des bailleurs de fonds a été dissimulé. Succombant à l'effet de halo, journalistes et experts mettent rarement en cause les intérêts et les partis pris des ONG et de leurs dirigeants; tous affirment évidemment œuvrer pour la promotion des droits de l'homme, de la paix et du développement. Mais les choses commencent à changer et le projet du NGO Monitor (Moniteur des ONG) a fait apparaître ces activités au grand





Professeur Gerald M. Steinberg.

jour. A l'issue d'une enquête du Monitor portant sur plus d'une centaine d'ONG (les résultats peuvent être consultés sur Internet), plusieurs sponsors du NIF réclament désormais une modification dans les critères de financement et souhaitent arrêter le soutien au dénigrement d'Israël. Au Parlement européen, le député Paul van Buitenen a demandé à la Commission européenne de justifier le financement des ONG politiques, à large échelle et non seulement au sujet des groupes palestiniens. Pour contrer cette guerre politique et la démonisation d'Israël, il faut continuer à démasquer le rôle déterminant des ONG et des groupes civils opérant

selon la stratégie établie à Durban. Il faut pousser les médias et les experts à examiner les affirmations des ONG, à dénoncer leur partialité et à faire cesser l'incitation à la haine faite au nom des droits de l'homme. Il faut mettre un terme à l'ère marquée par l'effet de halo; on s'efforcera en revanche d'encourager les activités visant légitimement et authentiquement la promotion des droits universels de l'homme, y compris dans des pays comme la Libye, le Soudan et l'Arabie Saoudite.

** Le professeur Gerald M. Steinberg est Rédacteur du «NGO Monitor» et Directeur du programme de Gestion de conflit, Université de Bar Ilan.*

Editeur: IPP PRODUCTIONS SA
1, rue Robert-de-Traz
Case Postale 341 / 1211 Genève 17
Tél. ++ 41 22 347 80 88 Fax ++ 41 22 347 17 77
CCP 12-7707-8
e-mail: edition@shalom-magazine.com

Directeur-Rédacteur en chef:
Roland S. Süßmann, journaliste R.P.

Directeur Service photographique et archives photos:
Bethsabée Süßmann, journaliste R.P.

Publicité: IPP PRODUCTIONS SA
1, rue Robert-de-Traz
Case Postale 341 / 1211 Genève 17
Tél. ++ 41 22 347 80 88 Fax ++ 41 22 347 17 77
e-mail: advert@shalom-magazine.com

Correspondants à: Jérusalem et Washington
Traduction de certains articles: Gilla Eisenberg, Jérusalem
Périodique - Imprimé en Suisse

www.shalom-magazine.com

Copyright de tous les articles: SHALOM - LE MAGAZINE JUIF EUROPÉEN.
Tous droits réservés. Toute reproduction (texte et/ou photographie) interdite sans autorisation écrite de l'éditeur.